

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 20 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FMC TECHNOLOGIES SA

Route des Clérimois
89100 Sens

Références : 230697
Code AIOT : 0005401275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/11/2023 dans l'établissement FMC TECHNOLOGIES SA, implanté Route des Clérimois - 89100 Sens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FMC TECHNOLOGIES SA
- Route des Clérimois - 89100 Sens
- Code AIOT : 0005401275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant exploite à SENS, une unité industrielle de fabrication de bras de chargement destinés à l'industrie pétrochimique, d'une capacité de production de 2 900 t de produits finis par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite d'inspection de 2022 sur la sécurité incendie du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 36	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Plan de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 37	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/03/1997, article 10.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Bâtiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 29	Susceptible de suites	Sans objet
7	Dispositions particulières applicables	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.11	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Matériel électrique	Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 46	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant va réaliser d'importants investissements afin de se mettre en conformité vis-à-vis de la sécurité incendie. Ces investissements vont nécessiter d'importants travaux qui vont être réalisés en 2024 et 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 36
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 05/12/2022
Prescription contrôlée : <p>[...] L'établissement est doté <i>a minima</i> des moyens décrits dans le dossier de demande et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- de bouches d'incendie,- de matériels adaptés aux bouches et poteaux tels que raccords, tuyaux, lances,...- d'extincteurs ...
Constats : <p><u>Constats 2022 :</u></p> <p>Le site est équipé sur sa périphérie de quatre poteaux incendie. Selon les données du Service Départemental d'Incendie et de Secours 89 (REMOCRA), les poteaux présents sur site sont disponibles et délivraient, le 13/03/2022, un débit moyen de 85 m³/h. Aucune mesure de débit n'a été réalisée pour un fonctionnement en simultané des quatre bornes incendie. Après l'analyse de l'étude réalisée par l'exploitant (méthode de calcul D9 de juin 2020), l'établissement ne dispose pas de ressource en eau suffisante et doit se doter d'une réserve supplémentaire d'un volume global de 1 640 m³.</p> <p>L'établissement est doté de 271 extincteurs et de 8 robinets d'incendie armés. Les moyens de lutte contre l'incendie vus le jour de l'inspection sont accessibles.</p> <p>Non-conformité 2022 : l'inspection des installations classées relève une non-conformité en ce qui concerne les moyens de lutte contre l'incendie, notamment le dimensionnement en eaux d'extinction de l'établissement. L'exploitant doit se doter de ressources en eau nécessaires à l'intervention des secours et rapidement transmettre à l'inspection un échéancier précis et détaillé de la réalisation des travaux. Les différents éléments sont attendus dans un délai de 30 jours.</p> <p><u>Constats 2023 :</u></p> <p>L'exploitant a réalisé une étude afin de dimensionner les moyens de lutte contre l'incendie, le dimensionnement du confinement des eaux d'extinction incendie.</p> <p>L'exploitant a calculé le dimensionnement des besoins en eau d'extinction incendie avec la D9. 1 920 m³ d'eau pour deux heures sont nécessaires.</p> <p>L'exploitant retient seulement un seul poteau (rue des Champs Pluviers) dans sa stratégie de défense incendie. Ce poteau dispose d'un débit de 96 m³/h. Le complément sera fourni par la mise en place de 8 cuves d'eau enterrées, soit 1 728 m³.</p> <p>L'exploitant prévoit également la réalisation de 7 aires « pompier » disposant chacune de 2</p>

raccords.

L'exploitant prévoit la mise en place de ces équipements courant 2025.

Non-conformité 2023 :

L'exploitant a transmis un échancier de la réalisation des travaux. Au vu des études de dimensionnement et des travaux à réaliser, cet échancier est cohérent avec les contraintes de mises en place. L'exploitant réalise la mise en service de ces équipements courant 2025.

Observations :

L'exploitant a retenu un débit de 96 m³/h pour le débit du poteau incendie situé rue des Champs Pluviers. Les débits des poteaux incendie public sont amenés à varier dans le temps. Il paraît plus pertinent de retenir un débit de 60 m³/h et prévoir un complément de 1 800 m³/h.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Plan de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 37

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 05/12/2022

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan de lutte contre l'incendie en accord avec le représentant de la direction départementale des services d'incendie et de secours.

Constats :

Constats 2022 :

Lors de la présente inspection, l'exploitant ne dispose pas du plan de lutte contre l'incendie.

Non-conformité 2022 : l'inspection des installations classées relève une non-conformité en ce qui concerne le plan de lutte contre l'incendie. L'exploitant doit réaliser ledit plan et le transmettre pour validation au service départemental d'incendie et de secours.

L'exploitant justifiera, dans un délai de 30 jours, de la mise en conformité.

Constat 2023 :

Le plan de lutte contre l'incendie est actuellement en cours de rédaction. L'inspection des installations classées a consulté cette première version. L'exploitant va transmettre pour avis ce rapport au SDIS. Il s'est engagé à le mettre en place pour fin mars 2025.

Non-conformité 2023 :

L'exploitant n'a pas mis en place de plan de lutte incendie sur son site. Il en met un en place avant le 31 mars 2024.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Matériel électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 46
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des installations électriques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 05/12/2022
<p>Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être contrôlées [...] tous les ans par un organisme vérificateur [...].</p>
<p>Constats : <u>Constats 2022 :</u> Lors de la présente inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le dernier rapport de vérification des installations électriques. Le 03/06/2022, l'exploitant a envoyé le dernier rapport de vérification périodique réalisé par la société DEKRA en date 13/12/2021. Des non-conformités sont relevées.</p> <p>Non-conformité 2022 : l'inspection des installations classées relève une non-conformité en ce qui concerne la conformité des installations électriques. L'exploitant doit rapidement fournir un plan d'action avec un échéancier précis et détaillé. L'exploitant justifiera, dans un délai de 60 jours, de la mise en conformité.</p> <p><u>Constats 2023 :</u> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que l'ensemble des actions en cours avait été réalisé et que le prochain contrôle devait avoir lieu fin novembre 2023. L'exploitant a fourni (après la visite d'inspection) le compte-rendu (Q18) des installations électriques de son site réalisé le 27 novembre 2023. Celui-ci conclut à la conformité des installations électriques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des risques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 05/12/2022
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques par inhalation). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.</p>
<p>Constats : Constats 2022 : L'établissement dispose d'affichages de sécurité indiquant la présence de zones à atmosphère explosive. Cependant, le jour de l'inspection, le plan de zonage des risques n'est pas disponible.</p> <p>Non-conformité 2022 : l'inspection des installations classées relève une non-conformité en ce qui concerne le zonage des risques. L'exploitant doit identifier les zones de son établissement dans lesquelles des risques d'incendie, d'explosion et de pollution sont présents. L'exploitant justifiera, dans un délai de 30 jours, de la mise en conformité.</p> <p>Constats 2023 : L'exploitant a mis à jour ses zones à risque d'explosion et le document relatif à la protection contre les risques d'explosion. Les affichages des différentes zones ATEX ont été mis en place dans les installations du site.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/1997, article 10.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux polluées</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 01/12/2022
<p>Prescription contrôlée : Les eaux accidentellement polluées notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales doivent pouvoir être confinées à l'intérieur de l'établissement avant rejet.</p>
<p>Constats : Constats 2022 : L'établissement ne dispose pas de moyen de confinement des eaux susceptibles d'être polluées. Une étude réalisée en janvier 2022 identifie un volume à créer de 2 650 m³ L'exploitant a indiqué avoir chiffré et commencé les consultations pour la création du bassin.</p>

Non-conformité 2022 : l'inspection des installations classées relève une non-conformité en ce qui concerne le confinement des eaux polluées. L'exploitant doit créer un bassin suffisamment dimensionné et rapidement transmettre à l'inspection un échéancier précis et détaillé de la réalisation des travaux. Les différents éléments sont attendus dans un délai de 30 jours.

Constats 2023 :

L'exploitant a mis à jour son étude sur le dimensionnement du volume des eaux d'extinction à confiner en cas d'incendie sur le site. Cette étude a été réalisée conformément à la D9. Il a besoin de confiner 2 076 m³ de liquide.

L'exploitant va réaliser le confinement des eaux d'extinction incendie dans son bâtiment. Il va mettre en place des barrières semi-automatiques au niveau des ouvrants et des obturateurs sur les réseaux eaux usées sanitaires et eaux pluviales. La mise en place de ces équipements (1 410 m³) ainsi que les rétentions déjà mises en place dans le bâtiment (666 m³) permettra de confiner les 2 076 m³.

L'exploitant prévoit la mise en place de ces équipements courant 2025.

Non-conformité 2023 :

L'exploitant a transmis un échéancier de la réalisation des travaux. Au vu des études de dimensionnement et des travaux à réaliser, cet échéancier est cohérent avec les contraintes de mise en place. L'exploitant réalise la mise en service de ces équipements courant 2025.

Observations :

L'exploitant doit justifier que les barrières mises en place seront toujours efficace en cas d'incendie dans le bâtiment, notamment en cas d'effondrement de la structure métallique.

Il met en place un suivi de ces équipements et des exercices de mise en œuvre régulièrement et autant que nécessaire et cela au minimum une fois par an.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Bâtiments et locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 29

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet
- date d'échéance qui a été retenue : Sans objet

Prescription contrôlée :

[...] Le désenfumage de l'ensemble des bâtiments exposés aux risques d'incendie doit être assuré au moyen d'exutoires de fumées totalisant 1/100 de la surface du sol [...].

Constats :

Constats 2022 :

Lors de la présente inspection, des exutoires de fumée sont visibles. Cependant, l'exploitant n'est

pas en mesure de présenter le bon dimensionnement des dispositifs d'évacuation des fumées.

Non-conformité 2022 : L'inspection des installations classées relève une non-conformité susceptible de suite en ce qui concerne le désenfumage. L'exploitant doit calculer la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires et justifier d'un volume totalisant 1/100 de la surface du sol.

Constats 2023 :

Le bâtiment abritant l'ICPE a une surface de 3 168 m². L'exploitant doit mettre en place des exutoires représentant une surface totale de 31,68 m².

L'exploitant prévoit la création 3 cantons de désenfumage (deux de 1 008 m² et un de 1 152 m²). Il prévoit de mettre en place 5 exutoires pour chaque canton de 1 008 m² et 6 exutoires pour le canton de 1 152 m², soit 16 exutoires au total. Ils comptabilisent une surface de 68,28 m².

L'exploitant prévoit la mise en place de ces équipements pour fin 2024.

Non-conformité 2023 :

L'exploitant a transmis un échéancier de la réalisation des travaux. Au vu des études de dimensionnement et des travaux à réaliser, cet échéancier est cohérent avec les contraintes de mises en place. L'exploitant réalise la mise en service de ces équipements avant le 31/12/2024.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Dispositions particulières applicables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.11

Thème(s) : Risques accidentels, Cabines de peinture

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet
- date d'échéance qui a été retenue : Sans objet

Prescription contrôlée :

Le débit d'extraction des vapeurs des cabines de peinture par pulvérisation ainsi que des étuves ou fours de séchage est dimensionné et réglé de telle sorte que la concentration maximale des solvants dans l'air est toujours inférieure à 25 % de la LIE (limite inférieure d'explosivité) du solvant ou du mélange de solvants contenus dans les produits appliqués. Le fonctionnement des installations de pulvérisation, séchage ou cuisson est asservi au fonctionnement correct de la ventilation. Les installations de séchage ou cuisson disposent de systèmes de sécurité permettant d'avertir les opérateurs du dépassement des conditions nominales de fonctionnement (température, autre paramètre) pour leur laisser le temps de revenir à des conditions nominales de fonctionnement ou engager la procédure de mise en sécurité du fonctionnement du procédé concerné. Les cabines d'application par pulvérisation de produits de revêtement organiques conformes à la norme NF EN 16985 version décembre 2018 et les cabines de séchage conformes à la norme NF EN 1539 version 2015 sont présumées répondre aux dispositions ci-dessus.

Constats :

Constats 2022 : L'exploitant indique que la ventilation des cabines de peinture est asservie au système de détection incendie. En cas de détection incendie, la ventilation est coupée.

Cependant, il n'est pas en mesure de fournir les caractéristiques techniques d'asservissement et de fonctionnement des cabines de peinture.

Non-conformité 2022 : l'inspection des installations classées relève une non-conformité susceptible de suites en ce qui concerne les caractéristiques des cabines de peinture. L'exploitant doit justifier du bon réglage du débit d'extraction des vapeurs ([C] solvants < 25 % LIE) et de la présence de boucles d'asservissement (ventilation, température, etc.).

L'exploitant justifiera, dans un délai de 30 jours, de la mise en conformité.

Constat 2023 :

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il avait des difficultés pour justifier le bon réglage du débit d'extraction des vapeurs. Il propose de réaliser une campagne de mesure des quantités de solvants présent et de régler le débit d'extraction à partir de ces valeurs.

Non-conformité 2023 :

En complément de cette proposition, l'exploitant réalise une campagne de mesure de la quantité de solvants présents après le réglage du débit d'extraction.

Type de suites proposées : Susceptible de suites